

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/MA/W/18
5 décembre 2002

(02-6729)

Groupe de négociation sur l'accès aux marchés

Original: anglais

ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES PRODUITS NON AGRICOLES

Communication des États-Unis

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 3 décembre 2002.

1. Introduction

1. Les États-Unis sont heureux de contribuer au débat sur les modalités relatives à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles tel que les Ministres l'ont envisagé à Doha. L'accès aux marchés est au cœur de ces négociations. La proposition des États-Unis a été conçue pour que des possibilités d'accès aux marchés soient créées pour tous les Membres et que tous participent au processus de libéralisation. Notre approche vise à réduire et éliminer les obstacles au commerce des produits industriels et complète les propositions déjà présentées par les États-Unis à propos de l'agriculture et des services. Nous nous réjouissons de collaborer avec les autres Membres de l'OMC pour parvenir à un accord sur les modalités dans le délai convenu.

2. En un mot, l'approche des États-Unis est que les Membres pourraient s'entendre sur une action à long terme pour les produits non agricoles qui aboutirait à l'élimination des droits d'ici à 2015. Les paramètres de la proposition américaine sont les suivants:

- Une approche complète, sans exclusions
- Une première phase d'élimination, de réduction et d'harmonisation des droits
- Une seconde phase d'élimination de tous les droits restants
- La participation de tous les Membres de l'OMC
- Une action parallèle concernant les obstacles non tarifaires

2. Discussion: la situation dans le commerce mondial des produits non agricoles

3. Avec la croissance du commerce international, le développement des accords commerciaux régionaux et l'élargissement de l'OMC depuis la fin du Cycle d'Uruguay, les Membres sont face à de nouveaux défis et à de nouvelles considérations. Le Programme de Doha pour le développement leur offre la possibilité de maintenir l'OMC à l'avant-garde du commerce international en multilatéralisant la libéralisation qui a déjà lieu au niveau régional et en achevant les travaux concernant les droits de douane sur les produits non agricoles qui ont débuté au GATT il y a plus de 50 ans.

4. *Il y a encore du travail à faire:* Les droits de douane sur les produits non agricoles (industriels) sont considérés comme le principal obstacle à l'accès aux marchés depuis la création du GATT en 1947, lorsqu'ils constituaient le seul objet des premiers cycles de négociations commerciales. Pourtant, après sept cycles, les Membres continuent à se heurter à des droits de

douane, dont certains sont tout simplement prohibitifs et dont la plupart sont source d'inefficience économique.

5. *Les accords commerciaux régionaux entraînent une libéralisation importante du commerce mondial:* Au cours de la même période, de plus en plus de Membres de l'OMC ont négocié des accords commerciaux régionaux (ACR). Il existe aujourd'hui 200 ACR, dont la plupart ont été négociés au cours des dix dernières années. Le Secrétariat de l'OMC estime que 55 pour cent du commerce mondial se fait en franchise de droits mais que la franchise n'est consolidée à l'OMC que pour 6 pour cent du commerce. Les Membres ont l'occasion de prendre appui sur ces ACR pour affermir et élargir la libéralisation déjà entreprise.

6. *La libéralisation crée de la croissance:* Le commerce mondial s'est accru de 41 pour cent depuis la mise en œuvre du Cycle d'Uruguay. Aux États-Unis, la valeur des échanges (exportations et importations) a augmenté de 56 pour cent depuis 1994, et les importations en provenance des pays en développement ont progressé plus rapidement que celles en provenance des pays développés. Des recherches effectuées par la Banque mondiale¹ démontrent que le revenu par habitant dans les pays en développement qui ont mondialisé leur commerce a progressé plus de trois fois plus vite que dans les autres pays en développement durant les années 90. La poursuite de la libéralisation par tous les Membres est donc le moyen le plus efficace d'accélérer le développement.

7. *Les États-Unis sont prêts à négocier:* En juillet 2002, le Congrès des États-Unis a autorisé la création de l'Organisme de promotion du commerce (TPA), qui donne à l'administration des indications pour "obtenir un accès aux marchés plus ouvert, équitable et réciproque" grâce à la réduction ou à l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires. Le TPA fixe aussi des objectifs pour les négociateurs des États-Unis: participation plus large aux initiatives sectorielles négociées durant le Cycle d'Uruguay; élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires pour les technologies et les biens environnementaux; et "en ce qui concerne les textiles et les vêtements, obtenir des possibilités de concurrence pour les exportations de textiles et de vêtements des États-Unis sur les marchés étrangers qui soient substantiellement équivalentes à celles dont jouissent les produits exportés vers les États-Unis...". Il importe aussi de noter que le TPA n'exclut aucun produit des négociations tarifaires. Cet organisme donne aux États-Unis la capacité de traiter intégralement tous les aspects du mandat de Doha relatif aux négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles.

3. Détails de la proposition des États-Unis relative aux modalités

8. Compte tenu de ces facteurs, les États-Unis sont convaincus que le moment est venu pour tous les Membres de l'OMC de convenir et d'entreprendre de supprimer tous les droits de douane sur les produits non agricoles d'ici à 2015. Dans un premier temps, ils proposent une période de cinq ans (2005 à 2010), au cours de laquelle les Membres élimineront ou réduiront et harmoniseront leurs niveaux tarifaires. La seconde étape conduira à la suppression de tous les droits restants sur une nouvelle période de cinq ans jusqu'en 2015. La méthode à appliquer à cette fin serait la suivante:

Première phase (2005 à 2010)

- Élimination d'ici à 2010 des droits de douane sur tous les produits frappés d'un droit *ad valorem* égal ou inférieur à 5 pour cent.

¹ David Dollar and Aart Kraay, "Trade, Growth and Poverty", Development Research Group, Banque mondiale, mars 2001.

- Pour tous les droits supérieurs à 5 pour cent, application de la formule suisse d'harmonisation avec un coefficient de 8.²
- Dès que possible, mais pas plus tard qu'en 2010, élimination des droits de douane dans les secteurs zéro pour zéro du Cycle d'Uruguay³, en plus des droits visés par l'Accord sur les technologies de l'information (ATI) et l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils (ACAC).
- Dès que possible, mais pas plus tard qu'en 2010, élimination des droits de douane dans les secteurs supplémentaires suivants et d'autres, selon ce qui sera entendu entre les Membres: ouvrages en bois, métaux non ferreux, parties de bicyclettes, certains produits chimiques et produits connexes, y compris l'alcali minéral et les films photographiques, articles électroniques, poissons et produits de la pêche, matériel scientifique et biens environnementaux.

Deuxième phase (2010 à 2015)

- Élimination complète des droits restants d'ici à 2015 au moyen de réductions linéaires.

9. Les États-Unis considèrent qu'il s'agit là d'une approche complète qui repose sur la participation de tous les Membres de l'OMC. Les réductions devraient être basées sur les taux appliqués au 1^{er} janvier 2000 ou les taux consolidés finaux convenus lors du Cycle d'Uruguay, selon celui des deux qui est le plus bas. Enfin, les Membres devraient consolider toutes les lignes tarifaires et utiliser au maximum des taux *ad valorem*.

Obstacles non tarifaires

10. De façon simultanée dans le cadre des négociations en cours, les Membres doivent chercher à supprimer les obstacles non tarifaires, parallèlement aux engagements tarifaires. Il ne faudrait pas que l'élimination des droits soit compromise par des obstacles non tarifaires présents ou futurs, y compris des mesures gouvernementales qui déforment les marchés de façon à compromettre les concessions tarifaires. Les États-Unis comptent donner plus de précisions sur les méthodes à employer pour gérer et régler le problème des obstacles non tarifaires. Nous accueillerons volontiers les observations et suggestions de tous les Membres sur la façon de remédier aux obstacles non tarifaires dans le cadre des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles.

11. Il y a déjà longtemps qu'au GATT/à l'OMC on reconnaît l'importance, dans les négociations sur l'accès aux marchés, des obstacles existant à l'intérieur des frontières. La conclusion de divers accords à ce sujet durant le Tokyo Round a constitué une première étape importante, et les résultats du Cycle d'Uruguay illustrent le large intérêt qu'ont tous les Membres à recueillir les avantages offerts par ces accords. Par conséquent, tandis que les délégations examinent notre proposition, nous tenons à souligner que les États-Unis envisagent une action simultanée portant sur certains obstacles non tarifaires qui pourraient compromettre la valeur des réductions tarifaires résultant des modalités. Nous avons actuellement des consultations approfondies avec nos partenaires pour nous assurer que nous pouvons déterminer les questions et les obstacles non tarifaires qui nous préoccupent précisément et nous comptons sur les autres Membres pour agir dans le même sens.

² $T1 = (T0 \cdot a) / (T0 + a)$, T1 étant le nouveau droit, T0 le droit actuel, et $a = 8$.

³ À savoir: matériel agricole, matériel de construction, meubles, matériel médical, papier, produits pharmaceutiques, acier et jouets. Les secteurs suivants dans le domaine agricole ont aussi été négociés: bière et alcools distillés.

4. Avantages pour les pays en développement Membres

12. L'élimination des droits de douane au niveau mondial constituera un avantage important pour les pays en développement Membres, notamment en ce qui concerne les produits non agricoles, qui représentent 89 pour cent des exportations de ces pays. Selon les estimations quantitatives de la Banque mondiale, la grande majorité du gain annuel (500 milliards de dollars) que rapportera au niveau mondial la suppression totale des droits de douane sur les produits industriels ira aux pays à revenu intermédiaire et faible. En outre, plus de 300 millions de personnes pourraient s'affranchir de la pauvreté grâce à la suppression des obstacles concernant les biens et les services. Comme 70 pour cent environ des obstacles tarifaires restants se trouvent dans les pays en développement, les trois quarts environ de ces gains proviendront de la suppression des obstacles tarifaires par les pays à revenu intermédiaire et faible eux-mêmes.

13. La proposition des États-Unis offre aux pays en développement un moyen clair et simple d'aborder l'élimination des droits, sans exclusion. Elle libéralise aussi de façon importante l'accès aux marchés des pays développés Membres dès la première phase, en ramenant toutes les crêtes tarifaires à des niveaux qui ne dépasseront pas 8 pour cent en 2010. Cette mesure concerne de nombreux produits qui intéressent les pays en développement. L'effet de cette formule sera de réduire de 85 pour cent en cinq ans les droits de douane imposés aux États-Unis.

14. Les États-Unis reconnaissent cependant que les intérêts commerciaux de nombreux pays en développement vont bien au-delà des produits traditionnels qui nécessitent beaucoup de main-d'œuvre et que ces Membres cherchent à diversifier leurs exportations de produits industriels. Environ 70 pour cent des droits de douane existant dans les pays développés sont égaux ou inférieurs à 5 pour cent *ad valorem*. Aux États-Unis, les droits égaux ou inférieurs à 5 pour cent représentent 68 pour cent de la liste tarifaire des produits non agricoles et 84 pour cent des importations totales de produits non agricoles; 76 pour cent des exportations des pays en développement à destination des États-Unis sont frappées d'un droit égal ou inférieur à 5 pour cent. Les États-Unis proposent donc de supprimer les droits faibles au cours de la première phase de leur plan d'élimination des droits.

5. Traitement spécial et différencié

15. La participation effective des pays en développement Membres aux négociations et à leurs résultats est essentielle pour assurer la réussite générale du programme de Doha. C'est dans cet esprit que les États-Unis proposent un accord sur les modalités qui aura un effet durable sur le système commercial. Ils reconnaissent aussi les dispositions du mandat de Doha relatives au traitement spécial et différencié. Dans un premier temps, les Membres devraient s'entendre sur les modalités et sur une vision commune des résultats à obtenir dans les négociations. Cela fait, ils devraient adopter des approches plus précises et plus personnalisées pour assurer la participation des divers pays en développement Membres, notamment les moins avancés d'entre eux, en fonction de leurs besoins de développement individuels.

6. Conclusion

16. L'élimination totale des droits de douane stimulera le commerce, créera des emplois et réduira les coûts pour les consommateurs dans tous les pays. La proposition des États-Unis constitue une approche complète et systématique de l'élimination des droits, qui tient compte des besoins de développement individuels et fait la différence entre les produits et les secteurs où les échanges sont importants et qui sont mûrs pour la suppression des droits et ceux qui nécessitent plus de temps. Avec cette proposition, les Membres ont la possibilité de conclure des négociations relatives aux droits de douane sur les produits industriels qui ont commencé en 1947 et de contribuer de façon significative à la réussite générale du Programme de Doha pour le développement.
